

Nom de l'association :

Année : 2023

 *Date limite de dépôt : 1^{er} février 2023*



LE VAL

**DOSSIER DE DEMANDE
DE SUBVENTION**

Montant de la subvention souhaitée pour 2023€

1/ PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

- IDENTIFICATION

Nom :

Sigle :

Objet :

Activités principales réalisées :

.....

Adresse du siège social :

Code postal : Commune :

Téléphone :

Courriel :

Site Internet :

Adresse de correspondance si différente du siège :

Code postal : Commune :

L'association est-elle : Nationale

Départementale

Régionale

Locale

Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association (*indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle*)

.....

Votre association a-t-elle des adhérents personnes morales : Non Oui Lesquelles ?

.....

- IDENTIFICATION DU REPRÉSENTANT LÉGAL

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Courriel :

- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE CHARGE DU PRÉSENT DOSSIER DE SUBVENTION

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Courriel :

- **RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET JURIDIQUES**

Votre association dispose-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ? Non Oui

Si oui, remplir le tableau ci-dessous :

TYPE D'AGRÉMENT	DÉLIVRÉ PAR	EN DATE DU

- **VIE INTERNE DE L'ASSOCIATION**

EFFECTIFS	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Moins de 6 ans			
De 6 à 12 ans			
De 12 à 18 ans			
De 18 à 40 ans			
De 40 à 60 ans			
De 60 à 75 ans			
+ de 75 ans			

Avez-vous salarié des personnes entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 décembre 2022 ? Oui Non

Des personnes membres de l'association ont-elles bénéficié de versement de sommes autres que des remboursements ou des salaires (tous types de défraiements) ? Oui Non

- **INFORMATIONS FINANCIÈRES**

Liste de tous les comptes détenus par l'association et solde :

Intitulé du compte :

Solde au 31/12/2021 :€ Solde au 31/12/2022:€

Intitulé du compte :

Solde au 31/12/2021 :€ Solde au 31/12/2022 :€

Intitulé du compte :

Solde au 31/12/2021 :€ Solde au 31/12/2022 :€

- **INFORMATIONS CONCERNANT LES ASSOCIATIONS SPORTIVES**

Les encadrants sont-ils diplômés ou ont-ils suivi des formations ? Non Oui

Si oui, merci de fournir la copie de leur diplôme ou formation

- **2-3 / PROJETS 2023 EN PARTENARIAT AVEC LA MUNICIPALITÉ**

Décrire les projets, pour l'année 2023, que votre association souhaite mettre en place en partenariat avec la Municipalité. Indiquer les actions qui rendent possible un partenariat avec la ville en valorisant un événement existant.

Vous pouvez soit remplir les lignes ci-dessous, soit nous fournir un document à votre convenance.

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

3/ DONNÉES FINANCIÈRES

- **3-1 / BILAN FINANCIER 2022**

Pour remplir cette rubrique vous pouvez renseigner le tableau ci-joint en annexe 3-1 ou nous communiquer tout document à votre convenance faisant apparaître votre bilan financier pour l'année écoulée.

- **3-2 / BUDGET PRÉVISIONNEL 2023**

Pour remplir cette rubrique vous pouvez renseigner le tableau ci-joint en annexe 3-2 ou nous communiquer tout document à votre convenance faisant apparaître votre budget prévisionnel pour l'année à venir.

Le coût de l'action doit permettre d'évaluer ce qui reste à charge de l'association et par action proposée.

4/ CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la [loi n° 2021-1109 du 24 août 2021](#) confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles [10-1](#) et [25-1](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

5/ ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (nom et prénom)

Représentant(e) légal(e) de l'association

Certifie de l'exactitude des informations du présent dossier et déclare notamment ne pas posséder d'autres comptes bancaires ou postaux que ceux mentionnés dans la partie « informations financières »,

M'engage à respecter le contrat d'engagement républicain mentionné au chapitre 4,

Précise que la subvention objet de la présente demande, si elle est accordée, devra être versée sur le compte bancaire de l'association, dont le RIB est agrafé ci-dessous :

AGRAFEZ VOTRE RIB ICI

ATTENTION :

Toute fausse déclaration est constitutive d'un délit pour faux en écriture publique.

Fait à Le Val, le

Signature :

3.1 Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse

Exercice 20.....

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 - Achat				70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestation de services							
Achats matières et fournitures				74 – Subventions d'exploitation			
Autres fournitures				Etat : préciser les(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 – Services extérieurs				-			
Locations immobilières				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s)			
Divers				-			
62 – Autres services extérieurs				Intercommunalité(s) : EPCI			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité et publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 – Impôts et taxes				-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				-			
64 – Charges de personnel				L'agence de services et de paiement			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				75 – Autres produits de gestion courante			
65 – Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66 – Charges financières				76 – Produits financiers			
67 – Charges exceptionnelles				78 – Reports, ressources non utilisées d'opérations antérieures			
68 – Dotation aux amortissements							
Charges indirectes affectées à l'action							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges				Total des produits			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES				CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86 – Emplois des contributions volontaires en nature				87 – Contributions volontaires en nature			
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personne bénévole				Dons en nature			
TOTAL				TOTAL			

La subvention de € représente % du total des produits :

(Montant attribué/total des produits) x 100

3.2 Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Exercice 20.....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	
Prestation de services			
Achats matières et fournitures		74 – Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		Etat : préciser les(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 – Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s)	
-		-	
62 – Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité et publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (détailler) :	
63 – Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64 – Charges de personnel		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA - emplois aidés)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales		Aides privées	
Autres charges de personnel		75 – Autres produits de gestion courante	
65 – Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		78 – Reprises sur amortissement et provisions	
68 – Dotation aux amortissements			
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
Total des charges		Total des produits	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	
86 – Emplois des contributions volontaires en nature		87 – Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	